

### ■ Une évolution contrastée des indicateurs du recouvrement

Au mois d'avril, les indicateurs du recouvrement affichent une évolution contrastée. En effet, les demandes de délais augmentent alors que l'amélioration des taux d'impayés prend de l'ampleur.

Le taux d'impayés des entreprises de moins de 10 salariés est en baisse de 0,52 point sur un an. Cette diminution intervient juste après la deuxième échéance trimestrielle de l'année. Elle s'explique par une diminution des impayés suite à non-déclaration mais également par un repli des débits réels. Parallèlement, le taux de ponctualité des paiements est en progression de 1,04 point, confirmant ainsi la tendance observée sur les premiers mois de l'année. En avril, pour les petites entreprises, les demandes de délais progressent sur un an glissant (+ 2,0 %) confirmant ainsi l'inversion de tendance observée depuis le début de l'année. La comparaison sur les trois derniers mois connus par rapport aux trois mêmes mois de l'année dernière fait ressortir une hausse importante de 9,5 %. Cette nouvelle hausse indique que la situation serait en train de se détériorer pour les TPE (moins de 10 salariés), les plus en difficulté.

Dans le même temps, les entreprises de plus de 9 salariés affichent un taux d'impayés en baisse sur un an (- 0,10 point). Cette baisse s'explique par la diminution des impayés, aussi bien pour les très grandes entreprises (2 000 salariés et plus), les grandes entreprises (250 à 1 999 salariés) que pour les PME (10 à 249 salariés). Le niveau des impayés est ainsi très bas pour ces entreprises. Par ailleurs, le taux de ponctualité de paiement des PME est en très légère baisse de 0,05 point.

Sur l'ensemble des entreprises de plus de 9 salariés, les demandes de délais sont en diminution sur un an glissant (- 2,3 %). Cette diminution, moins marquée qu'en début d'année, s'explique par une légère hausse sur les trois derniers mois (+ 1,6 %).

### Chiffre clé

40,8 %

du total des DPAE en 2014 correspondent à l'embauche de femmes salariées en Ile-de-France<sup>(1)</sup>.



1 4 7 2  
4 8

<sup>(1)</sup>Pour plus d'information, voir notre publication : Déclarations d'embauche en Ile-de-France Bilan 2014, parue en avril 2015.

### Indicateurs internes à la gestion de l'organisme

#### Évolution annuelle à fin avril 2015

##### Entreprises - 10 salariés

Taux de couverture immédiat	+ 1,04 pt
Taux des restes à recouvrer	- 0,52 pt
Nombre de délais demandés (sur 12 mois glissants)	+ 2,0 %

##### Entreprises + 9 salariés

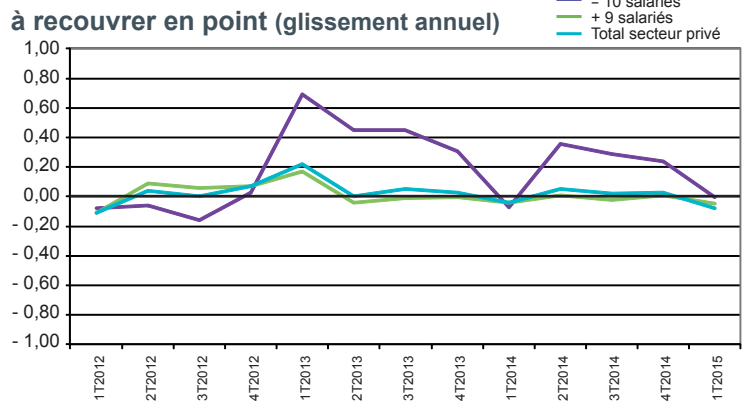
Taux de couverture immédiat *	- 0,05 pt
Taux des restes à recouvrer	- 0,10 pt
Nombre de délais demandés (sur 12 mois glissants)	- 2,3 %

\* hors entreprises de plus de 250 salariés

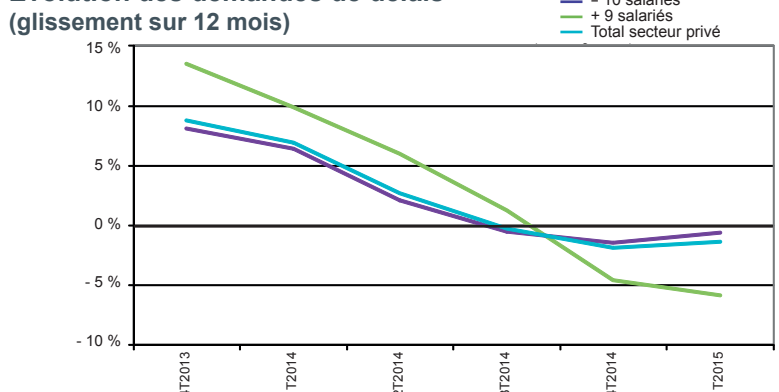
Taux de couverture immédiat : propension des cotisants à régler spontanément leurs cotisations.

Taux des restes à recouvrer : montant des cotisations non soldées par rapport aux cotisations déclarées par les entreprises.

#### Évolution des taux des restes à recouvrer en point (glissement annuel)



#### Évolution des demandes de délais<sup>(2)</sup> (glissement sur 12 mois)



<sup>(2)</sup>Suite à recalcul, les données ont été légèrement modifiées.

## ■ La croissance des DPAE ralentie

À fin mars, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) hors intérim est en hausse de 2,2 % sur un an glissant, sous l'influence principalement des CDD de moins d'un mois (+ 3,3 %). Cependant, comme le mois précédent, le nombre total de DPAE sur les trois derniers mois évolue faiblement par rapport aux mêmes mois de l'année précédente. Sur trois mois, les CDD courts progressent de 1,3 %, loin des taux de croissance affichés depuis trois ans.

Le nombre de DPAE en CDI continue de diminuer (- 1,1 % sur un an glissant). Sur les trois derniers mois connus, les DPAE en CDI stagnent (- 0,1 %). Les CDD de plus d'un mois maintiennent une légère hausse sur un an glissant (+ 0,1 %). Cependant, sur trois mois, la tendance est à la baisse (- 2,9 %).

## ■ Une stagnation de l'emploi au dernier trimestre 2014

Au 4<sup>e</sup> trimestre, l'emploi salarié privé en Ile-de-France stagne. À peine 400 emplois ont été créés durant ces trois mois. Sur un an, le niveau d'emploi francilien affiche une croissance de 12 600 salariés (+ 0,3 %). Cette hausse s'explique presque uniquement par la hausse de l'emploi au 1<sup>er</sup> semestre 2014. Le marché francilien de l'emploi confirme néanmoins sa meilleure tendance que l'emploi national (- 0,2 %). Ainsi, l'Ile-de-France a été la région métropolitaine la plus dynamique en termes de création d'emplois en 2014. A contrario, toutes les régions limitrophes ont perdu de l'emploi en 2014.

La masse salariale progresse de 1,8 % sur un an cumulé (+ 1,5 % pour le 4<sup>e</sup> trimestre), soit une progression légèrement plus rapide que celle observée au plan national (+ 1,5 %). Elle fléchit trimestre après trimestre mais affiche une dynamique relative dans un contexte d'inflation nulle. La croissance du SMPT (salaire moyen par tête) ralentit également, avec une hausse de 1,2 % ; elle reste légèrement inférieure à celle observée au niveau national (+ 1,3 %). Le SMPT francilien s'établit à 3 172 euros.

### L'Urssaf Ile-de-France, observatoire statistique régional

Au fil des formalités remplies par les personnes physiques ou morales qui déclarent et paient des cotisations et des contributions sociales, les Urssaf collectent des données essentielles sur le tissu économique, l'emploi et les revenus du travail dans leur région de compétence. L'Urssaf Ile-de-France est compétente auprès des acteurs économiques installés dans la région. En 2014, elle a collecté 103 milliards d'euros de cotisations pour financer les prestations de Sécurité sociale.

## Indicateurs calculés sur le champ géographique de l'Ile-de-France

### Évolution annuelle à fin mars 2015

Nombre total de DPAE (hors intérim) (sur 12 mois glissants)	+ 2,2 %
Nombre total de DPAE (hors intérim) (sur 3 mois glissants)	+ 0,6 %
Nombre de CDI (sur 12 mois glissants)	- 1,1 %
Poids des CDI dans le total CDI + ensemble des CDD (sur 12 mois glissants)	14,5 %
Nombre de CDD de plus d'un mois (sur 12 mois glissants)	+ 0,1 %
Poids des CDD de plus d'un mois dans le total CDI + ensemble des CDD (sur 12 mois glissants)	12,1 %
Nombre de CDD de moins d'un mois (sur 12 mois glissants)	+ 3,3 %
Poids des CDD de moins d'un mois dans le total CDI + ensemble des CDD (sur 12 mois glissants)	73,4 %
Nombre de DPAE en CDI (sur 12 mois glissants)	1 026 751

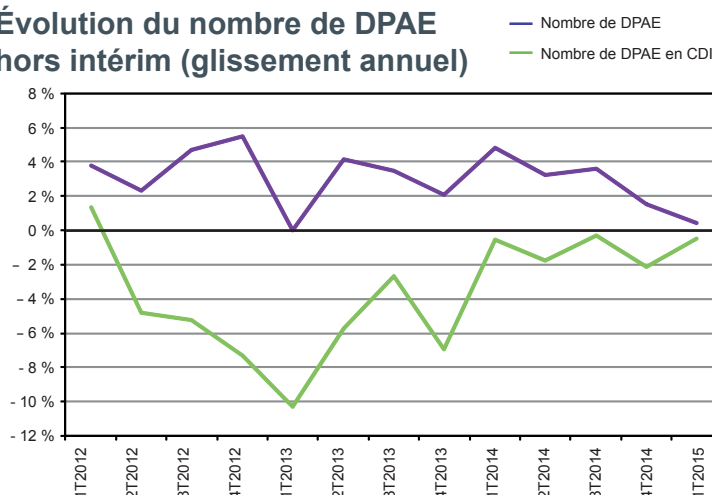
### Évolution annuelle à fin décembre 2014

Effectifs salariés	+ 0,3 %
Salaire Moyen Par Tête	+ 1,2 %
Niveau des effectifs privés (données désaisonnalisées)	4 526 531

### Évolution annuelle du 4<sup>e</sup> trimestre 2014

Assiette salariale	+ 1,5 %
--------------------	---------

### Évolution du nombre de DPAE hors intérim (glissement annuel)



### Évolution de la masse salariale, effectifs et salaires moyens

